

Frédéric SOUILLOT

Secrétaire général

01.40.52.86.01

Monsieur Sébastien LECORNU

Premier Ministre

Hôtel de Matignon

57 rue de Grenelle

75007 – PARIS

Paris, le 20 mars 2026

Objet : *Prix de l'énergie – demande de mesures urgentes*

Monsieur le Premier ministre,

La Confédération Force ouvrière souhaite vous alerter sur les conséquences de la hausse continue des prix des énergies fossiles sur les salariés et plus généralement sur l'ensemble de la population.

Le principal moteur de la croissance étant aujourd'hui la consommation des ménages, l'envolée des prix de l'énergie est de nature à fragiliser l'ensemble de notre économie. Le pétrole et le gaz ont connu des fluctuations importantes et des augmentations considérables conduisant à une nette baisse de pouvoir d'achat des salariés.

De plus, le coût de l'énergie constitue un frein majeur à la réindustrialisation du pays et au maintien de nombreuses entreprises sur notre territoire. Cette flambée des coûts de l'énergie alimente une inflation qui touche tous les secteurs. Elle affecte les services publics, déjà sous tension, en renchérissant leurs coûts de fonctionnement et fait peser un risque réel de dégradation du service rendu aux usagers.

Les entreprises, en particulier industrielles, voient leurs coûts de production s'alourdir fortement, menaçant leur compétitivité et parfois même leur pérennité.

Nous alertons également sur le risque de spéculation, alors même que les prix appliqués ne reflètent pas les coûts réels des barils achetés, bien en amont. Les grands groupes pétroliers ont réalisé ces dernières années des bénéfices et des dividendes records, et rien ne justifie que les salariés du privé comme du public et les ménages soient mis à contribution pour absorber des hausses artificielles.

Face à cette situation qui menace l'emploi et la croissance, nous demandons que le Gouvernement prenne, sans délai, toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute dérive spéculative, ramener les prix du gaz à un niveau au moins équivalent à celui observé avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, et plafonner à 1,5€ le prix des carburants pour répondre à l'enjeu du pouvoir d'achat.

Pour Force ouvrière, la hausse des prix de l'énergie impose plus que jamais la revalorisation des salaires et des pensions du public et du privé. Nous réaffirmons également l'urgence à réévaluer les barèmes d'indemnités kilométriques et encourager la négociation de primes de transport.

Il appartient à l'État de définir et de mettre en œuvre les dispositifs permettant d'atteindre cet objectif essentiel pour le pouvoir d'achat, l'activité économique et l'avenir industriel de notre pays.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'expression de notre haute considération.

Frédéric SOUILLOT

Secrétaire général de la Confédération FO

